

"L'épreuve scandinave" dans L'Europe en formation

Légende: Dans son édition de novembre 1972, la revue fédéraliste L'Europe en formation tire les enseignements des résultats positifs et négatifs des référendums populaires organisés au Danemark et en Norvège en automne 1972 au sujet de l'adhésion du pays aux Communautés européennes.

Source: L'Europe en formation. dir. de publ. Marc, Alexandre ; RRéd. Chef Marc-Lipiansky, Arnaud. Novembre 1972, n° 152. Paris: Presses d'Europe.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_epreuve_scandinave"_dans_l_europe_en_formation-fr-b9937cd9-2c55-4c6b-9099-2fe2c6dac84e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

L'épreuve scandinave

Contrairement aux Français qui, interrogés au printemps dernier par M. Pompidou, explicitement sur « l'élargissement de l'Europe » et implicitement sur la conception confédérale de cette Europe, ont répondu « oui », « non » ou blanc, pour des motifs le plus souvent étrangers à la consultation, les petits peuples irlandais, norvégien et danois, nous ont donné une leçon de démocratie en montrant avec quel sérieux ils avaient décidé de se prononcer pour ou contre l'entrée de leur pays dans la Communauté européenne. En Irlande, le 10 mai dernier, la majorité fut massive en faveur de l'Europe : 83 % des suffrages exprimés. En Norvège, le 22 septembre, le scrutin fut malheureusement négatif, mais les « oui », ne l'oublions pas, ont représenté malgré tout 44 % des votants. Quant aux Danois, le 2 octobre, malgré le refus de leurs frères norvégiens, ils ont répondu « oui » à 57 % (63,5 % des suffrages exprimés) après un vote indicatif favorable du Folketing (Parlement) : 141 « pour » et 34 opposants.

En Norvège, la participation électorale a été de 75 % des électeurs inscrits et au Danemark, elle a atteint près de 90 %... L'épreuve démocratique scandinave mérite qu'on s'y attarde le temps d'un éditorial, et que, plus tard, de sérieuses analyses de science politique soient consacrées à l'événement.

La Norvège, on l'a assez dit, c'est « un autre monde » : la route du Nord et la tentation du grand large. Traversée par le cercle polaire, enneigée cinq mois de l'année, ne disposant que d'une agriculture de subsistance, jalouse d'une indépendance nationale acquise en 1905 seulement, après des siècles de tutelle étrangère, soucieuse de préserver une industrie de la pêche qui fait vivre ses populations côtières, un mode de vie typiquement nordique et un environnement admirable dont ses bénéficiaires redoutent qu'il ne soit un jour sacrifié par la frénésie productiviste à une industrialisation accélérée, elle se présentait comme un cas « difficile » pour la Communauté européenne. Ce n'est pas le fait du hasard si ses grandes villes (Oslo, Bergen notamment) se sont prononcées à de fortes majorités en faveur de la C.E.E., tandis que les populations rurales s'y refusaient. Ce n'est pas non plus le fait du hasard si les populations les plus septentrionales ont été les plus hostiles (jusqu'à 80 % en moyenne).

Mais ces résultats ne sont-ils pas dus, en partie, aux erreurs commises par les Six lors de la négociation elle-même ? Dès lors, en effet, qu'il n'était pas clairement établi qu'il s'agissait de voter pour ou contre une communauté démocratique à finalité essentiellement politique, mais de rejoindre un « marché commun » offrant seulement des avantages économiques et commerciaux, c'est sur la seule portée de ces avantages que les Norvégiens ont été amenés à se prononcer. Or, les Six, et notamment la France, ont insisté lourdement pour qu'un jour leurs pêcheurs puissent venir librement exploiter les riches bancs de poissons qui peuplent les côtes du Royaume. Était-ce indispensable d'exiger cette concession de la part d'un peuple rude qui n'y était manifestement pas préparé, alors qu'une exception à la règle communautaire dans ce domaine précis n'aurait lésé personne ? Il n'a jamais été évident, d'autre part, que l'agriculture norvégienne aurait gagné à s'intégrer dans la Communauté. Dès lors que les Six avaient consenti aux pays membres de l'ancienne A.E.L.E. et singulièrement à la Suède, à la Finlande et à l'Islande, pays voisins de la Norvège, tous les avantages d'une zone de libre-échange industrielle sans pour autant exiger d'eux les disciplines communautaires, les Norvégiens ont estimé, dans leur majorité, que pour le moment il leur suffirait de négocier avec Bruxelles un accord comparable, pour pouvoir commercer suffisamment librement.

On a beaucoup épilogué dans la presse sur le rôle négatif des « jeunes » et notamment des étudiants dans cette affaire. Nullement convaincus par le « modèle communautaire » actuel, bureaucratique, technocratique, axé sur des problèmes financiers et commerciaux qui font l'objet d'insipides et continuels marchandages, ils auraient forcé la décision dans le mauvais sens. Nous croyons, quant à nous, que leur influence est demeurée marginale, alors que celle des pêcheurs des Fjords, des sylviculteurs et des agriculteurs de la montagne a été décisive. Que cet échec communautaire, même s'il n'est qu'un « incident de parcours », même si, comme nous l'espérons, il garde un caractère provisoire, soit donc médité à Bruxelles. On ne fera pas l'Europe sans élan, sans « projet », sans générosité, et le régime cyniquement intergouvernemental auquel elle se trouve soumise n'est que la caricature de l'image qu'ont donnée d'elle ses pères fondateurs, et a fortiori, les fédéralistes.

L'adhésion du Danemark fort heureusement préserve l'avenir communautaire en Europe du Nord. Mais là

encore, il convient de ne pas s'abuser sur le sens du vote. Pour le moment, le Danemark n'a répondu « oui » que du bout des lèvres au Marché commun et non à l'Europe que Schuman concevait comme une communauté économique à finalité fédéraliste. Non seulement, le premier ministre danois a clairement indiqué que son pays se retirerait immédiatement de la Communauté si le Royaume-Uni en sortait un jour, mais encore, pendant toute la campagne référendaire, il a souligné son refus à l'égard de tout ce qui pouvait ressembler à des prolongements institutionnels et politiques supranationaux. Sur ce point, la position danoise est aux antipodes de celle des Néerlandais et des Belges, mais fort proche de celle de la France ; elle sera largement déterminée par l'attitude des Britanniques.

Sans doute, cet état d'esprit peut évoluer. Les peuples d'Europe du Nord sont très attachés à la démocratie véritable ; leur indépendance d'esprit est aussi bien connue. Si les Britanniques décident un jour de favoriser le renforcement du Parlement européen et sa désignation populaire pour mieux contrôler la gestion communautaire, les Danois n'y feront pas obstacle; encore faut-il que ce Parlement représente seulement des peuples authentiquement libres. Quand M. Pompidou déclare souhaiter la présence de l'Espagne franquiste dans le Marché commun, cela signifie la présence à Strasbourg des représentants désignés des Cortès. Cette perspective est inimaginable pour des Danois qui se méfient déjà des conséquences européennes du possible retour en force, à la tête du gouvernement fédéral allemand, des partisans du bouillant « droitier » de la C.D.U.-C.S.U., M. Strauss.

Un jour, le pays de Kierkegaard abandonnera sans doute ses préventions à l'égard de l'Europe communautaire, mais il faudra que cette Europe ne déçoive pas. Actuellement le « oui » danois est celui d'un pays qui, contrairement à la Norvège, dispose de l'agriculture la plus compétitive du monde, et a prosaïquement besoin de la C.E.E. pour exporter les produits de ses fermes coopératives. Quarante pour cent de ceux-ci sont orientés vers la Grande-Bretagne, et on sait le rôle que joue le fameux « bacon » dans les bonnes relations de Londres et de Copenhague. Si répondre « non » à la Communauté n'avait pas signifié dire « adieu » à l'exportation en Angleterre du porc élevé industriellement dans le Jutland et dans les îles qui ferment l'entrée de la Baltique, peut-on assurer que les Danois n'auraient pas répondu de la même manière que les Norvégiens ?

Il faudrait beaucoup d'ingénuité pour en douter, mais la question n'est plus là. Nous devons considérer surtout qu'un résultat négatif du référendum danois aurait eu les plus fâcheuses conséquences sur l'attitude britannique elle-même; il aurait en effet renforcé le clan des ennemis farouches de l'adhésion qui demeurent nombreux et actifs en Grande-Bretagne, notamment dans les milieux travaillistes. Il suffit de savoir déjà que si M. Wilson revient au pouvoir il exigera une « renégociation » pour mesurer à quel point les difficultés de l'opération « Europe élargie » restent redoutables.

Nous devons maintenant nous tourner à neuf vers l'avenir. L'Europe occidentale s'identifie progressivement à une zone économique et commerciale puissante et originale. Elle demeure néanmoins dans le monde d'aujourd'hui, un « nain politique ». Elle n'a pas opté – il s'en faut – entre l'avenir fédéral et la souveraineté nationale. Elle n'a pas opéré sa mutation institutionnelle et sociale. Elle n'a pas encore fait sa révolution. Elle avance lentement en enfantant de gigantesques contradictions. Elle s'insinue, ce faisant, dans la pensée de peuples demeurés, comme l'épreuve scandinave le montre, largement conservateurs, mais très souvent par la faute de gouvernements héritiers des usages psychologiques et administratifs du passé. « Faire l'Europe » n'est pas « perdre son identité » culturelle, linguistique, et politique, voici ce qu'enseigne le fédéralisme, mais il reste à le faire comprendre aux dizaines de millions d'hommes qui ne comprennent pas encore la signification de cette aventure.